

Une force politique isolée : les mondes agricoles

Bertrand Hervieu*
François Purseigle**

* *Académie d'Agriculture,
chercheur associé au
CEVIPOF-Sciences Po¹*

** *Université de Toulouse
INP-ENSAT,
chercheur associé au
CEVIPOF-Sciences Po¹*

Les mondes agricoles constituent un électorat singulier caractérisé par une nouvelle donne démographique, un socle de valeurs repérable et un ancrage à droite renforcé.

AMENUISEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET POIDS ÉLECTORAL

La population agricole est devenue minoritaire au sein de la société française et sa trajectoire démographique est claire. 4,5 millions d'actifs agricoles ont disparu durant le XX^{ème} siècle et le nombre d'exploitations agricoles a, selon les dernières estimations du recensement agricole de 2010, chuté de 26 % en dix ans. Les mondes agricoles ne sont plus majoritaires au sein même des campagnes françaises. Ils constituent désormais une minorité parmi d'autres.

Un million d'actifs travaillent dans les 490 000 exploitations agricoles que compte la France. Sur ce million d'actifs on dénombre, en 2010, 604 000 chefs d'exploitation et co-exploitants – soit moins de 3 % de la population active –, 207 000 aides familiaux et 155 000 salariés permanents hors cadre familial. Au total, les actifs agricoles familiaux sont en recul au profit du salariat qui croît en valeur relative. Il est légitime de prendre en compte les salariés de l'agriculture dans l'identification de l'électorat agricole, dans la mesure où plusieurs enquêtes viennent confirmer l'hypothèse d'une convergence entre le vote des

1. Cette note reprend et complète une première note publiée par le CEVIPOF intitulée « Les mondes agricoles : une minorité éclatée, ancrée à droite », N° 13, février 2012.



Une force politique isolée : les mondes agricoles

salariés agricoles et celui des chefs d'exploitation.² Moins nombreuse, la population agricole française est également vieillissante. En 2010, parmi les chefs d'exploitation et co-exploitants professionnels, seul un quart d'entre eux est âgé de moins de quarante ans.³ 1 767 000 retraités de l'agriculture sont gérés par le régime spécial de protection sociale agricole.⁴ Ils continuent de revendiquer leur appartenance professionnelle d'origine et d'orienter prioritairement leurs choix électoraux dans ce cadre.

Pour évaluer le poids de l'électorat agricole parmi les 43 millions d'électeurs français en 2011, nous devons prendre en considération les trois données suivantes. D'une part, la population des ménages agricoles (personnes vivant sous le toit d'un agriculteur ou d'un salarié agricole actif et incluant donc des enfants mineurs, des retraités, des actifs d'autres branches professionnelles). Elle est estimée à 3,6 millions de personnes. D'autre part, les actifs agricoles travaillant régulièrement sur les exploitations qui sont évalués à un million de personnes. Et enfin, les retraités, au nombre de 1,8 million. On peut donc estimer que l'électorat agricole, au sens large, représente plus de trois millions d'inscrits sur les listes électorales, soit environ 8 % du corps électoral. Cet électorat se caractérise par une participation électorale forte qui en accroît son influence. En revanche, rien n'autorise, du point de vue du comportement électoral et des attitudes politiques, à intégrer les 557 000 actifs employés dans le secteur des industries agroalimentaires, même si l'avenir de l'agriculture, dans certaines régions, impacte fortement ce secteur industriel.

UNE MINORITÉ SINGULIÈRE

Eclatement

Si l'environnement local des agriculteurs rassemble de plus en plus une majorité d'acteurs non agricoles, il s'y déploie également des réalités agricoles différentes. En effet, lorsque les agriculteurs ont encore un voisin agriculteur, ce dernier ne partage pas forcément la même vision du métier ni les mêmes logiques sur les plans technique, stratégique ou

2. L'enquête d'opinion citée en référence est le « Baromètre politique français » du CEVIPOF, 2007.

3. « Recensement agricole 2010. Premières tendances », *Agreste Primeur*, N° 266, septembre 2011.

4. « Chiffres clés 2011 : les chiffres de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire », *Alim'agri*, hors-série n° 25, janvier 2011. <http://agriculture.gouv.fr/alim-agri-chiffres-cles-2011>



Une force
politique isolée.
les mondes
agricoles

patrimonial.⁵ Ainsi, à côté des formes d'agriculture traditionnelles, construites autour de la figure du chef d'exploitation et mobilisant une main-d'œuvre principalement familiale, se développent des formes entrepreneuriales diverses, pour certaines extrêmement financiarisées et abstraites où le personnel est majoritairement salarié. À côté d'une agriculture familiale de plus en plus sociétaire, se développent de nouvelles pratiques et formes d'organisations reposant sur des dispositifs de prestations intégrales du travail agricole (du labour à la récolte) et des tâches qui y sont associées (comptabilité, informatique, gestion patrimoniale...). La délégation « intégrale » de la gestion de l'exploitation agricole dans toutes ses composantes offre les contours d'une nouvelle division du travail entre ce que l'on pourrait appeler des firmes de sous-traitance et un « dit exploitant » qui ne souhaite plus assurer la gestion d'un patrimoine familial souvent « en sursis ». Elle témoigne d'une inversion totale du rapport entre les volumes respectifs du travail salarial et du travail familial. Les nouvelles réalités de l'entreprise agricole qui ne s'incarnent plus forcément dans celles de l'exploitation agricole familiale sont aussi des réponses à de nouvelles contraintes technologiques et territoriales. Elles tendent à se développer notamment en périphérie des grandes agglomérations urbaines de l'Europe occidentale. Quand il demeure encore agricole, le territoire est le siège de nouvelles formes de coexistence entre producteurs aux attentes diverses vis-à-vis de leur environnement socio-économique.

Dispersion des revenus

En moyenne sur les trois dernières années, le revenu net d'entreprise agricole atteint 22 000 euros par actif au niveau national. Mais le secteur agricole reste marqué par un éventail des revenus de grande ampleur. En 2007, si le résultat courant avant impôt s'élève en moyenne à 41 800 euros, le résultat est négatif pour 10 % des exploitations et un quart des exploitations a un résultat supérieur à 55 300 euros.⁶

Ces disparités ont une traduction géographique. Les plus hauts revenus se situent dans les régions de grandes cultures et de viticulture d'appellation du nord de la France. Ils sont très inférieurs à la moyenne dans la région viticole du sud ainsi que dans les régions d'élevage. Le revenu net d'entreprise agricole moyen par actif s'élève en 2007 à 75 200 euros en

5. Bertrand Hervieu, François Purseigle, « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », *Études rurales*, N° 183, 2009.

6. Agreste, RICA, 2009.



Une force politique isolée. les mondes agricoles

Champagne-Ardenne, 57 800 euros en Ile-de-France, 11 900 euros en Basse-Normandie, 13 200 euros en Auvergne et 7 200 euros en Languedoc-Roussillon.

Isolement et fragilité

La nouvelle donne agricole repose aussi sur la situation d'isolement et de vie solitaire vécue par bon nombre de jeunes agriculteurs et salariés de l'agriculture. Près du tiers des hommes chefs d'exploitation affrontent seuls les difficultés qu'ils rencontrent sur leur exploitation. Cette situation est plus que jamais préoccupante. Les agriculteurs apparaissent de plus en plus solitaires dans la réalisation de leurs activités, dans la prise de décision et l'exercice de la responsabilité professionnelle. Aujourd'hui le mal-être, souvent invisible et caché des agriculteurs, se vit seul. Ainsi, au-delà d'éventuels problèmes financiers (22 % des exploitants agricoles peuvent être considérés comme des travailleurs pauvres), le sentiment d'isolement social ressenti par certains agriculteurs en couple ou non peut contribuer grandement à des situations de malaise au sein de l'espace local. L'isolement social dont sont victimes certains agriculteurs et ruraux se double aussi d'un phénomène de précarisation. En mars 2011, la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole (MSA) dénombrait 33 974 bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA). Parmi eux, 10 501 foyers agricoles non-salariés et 23 473 salariés agricoles.⁷ D'après l'Insee, dont les chiffres sont repris dans un rapport IGAS-CGAAER, le taux de pauvreté en conditions de vie pour les ménages dont la personne de référence est un agriculteur serait supérieur à 10 %.⁸

LES MONDES AGRICOLES ET LES VALEURS : UN ISOLAT

En termes de valeurs, plusieurs tendances sont à l'œuvre au sein de l'électorat agricole.

Une appartenance religieuse prégnante

La première tient à la persistance d'une appartenance religieuse forte. Cette tradition s'exprime avant tout dans les chiffres de l'observance religieuse. 22 % des agriculteurs

7. CCMSA, 2011 - RSA : Suivi statistique de la montée en charge, situation à la fin mars 2011. STS 1 - 06/05/2011.

8. IGAS-CGAAER, *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural*, La Documentation française, septembre 2009, p. 106.



Une force politique isolée : les mondes agricoles

interrogés déclaraient en 2007 être catholiques pratiquants contre 8,6 % pour l'ensemble de la population, soit treize points d'écart.

Seuls 14,1 % d'entre eux contre 29,2 % pour le reste de la population déclarent ne pas avoir de religion. Si tendanciellement les observateurs des faits religieux notent un glissement lent vers la non-pratique, il n'en demeure pas moins que 15 % des agriculteurs contre 8 % pour l'ensemble de la population déclarent aller à la messe au moins une fois par semaine. Il s'agit du score le plus élevé parmi toutes les catégories socioprofessionnelles. Le maintien d'une certaine tradition catholique s'exprime également dans le fait que lorsqu'ils vivent en couple, les agriculteurs sont plus souvent mariés. La famille demeure à bien des égards le cadre principal de l'expression religieuse de cette catégorie.

Pour de nombreux agriculteurs, aujourd'hui retraités, formés à l'école de la célèbre Jeunesse agricole chrétienne (JAC), la pratique religieuse s'accompagnait de la volonté de faire sauter les « verrous fondamentaux »⁹ d'une profession agricole conservatrice. Les agriculteurs se définissaient comme des acteurs sociaux par-delà les conservatismes hérités.¹⁰ A ce titre, les enquêtes ont montré que les agriculteurs n'étaient pas des inconditionnels d'un traditionalisme catholique replié sur lui-même.¹¹ Pendant de nombreuses années, leurs réponses aux questions de sexualité, de justice sociale ou d'assujettissement aux positions de l'Eglise catholique s'inscrivaient moins dans l'orthodoxie que dans une certaine forme de distance, voire de « déviance ». Les agriculteurs se situaient alors dans un monde qui, politiquement, dépassait largement les frontières de leur propre exploitation. Tout en étant déclinées dans leur dimension professionnelle, les préoccupations des agriculteurs ont pu rejoindre pendant très longtemps celles de l'ensemble des Français.

A l'inverse, les résultats des enquêtes d'opinion démontrent qu'aujourd'hui l'expression du catholicisme agricole s'inscrirait moins dans une ouverture sur le monde et un partage de valeurs communes au reste de la société française que dans un repli traduisant le passage d'un catholicisme social à un catholicisme identitaire.

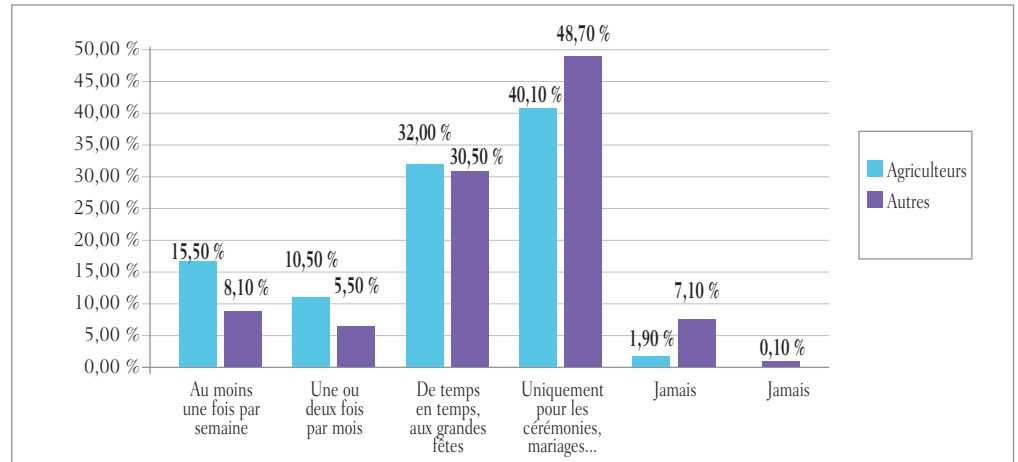
9. Pierre Muller, *Le technocrate et le paysan*, Paris, Les Editions ouvrières, 1984, pp. 61-85.

10. Martyne Perrot, « La jaciste : une figure emblématique », in Rose-Marie Lagrave (dir.), *Celles de la Terre. Agriculture : l'invention politique d'un métier*, Paris, Editions de l'EHESS, 1987, pp. 33-60.

11. Jacques Sutter, « Les perplexités d'un catholicisme de tradition », in Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet, Philippe Lacombe (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, pp. 573-578.

Une force politique isolée : les mondes agricoles

Fréquence de l'assistance à la messe



Source : Baromètre CEVIPOF - IFOP - Ministère de l'Intérieur.

Moralité sexuelle : une opinion à part

Pour de nombreux observateurs, les agriculteurs, attachés à certaines valeurs héritées d'un catholicisme social, rejetaient valeurs et politique de gauche et adhéraient à une droite républicaine. Ils adoptaient un comportement électoral refusant les extrêmes. S'il fut un temps où l'on pouvait affirmer que l'élan modernisateur en agriculture allait de pair avec la recherche d'une parité sociale en matière de mœurs et d'égalité sexuelle, il ne semble pas qu'il en soit ainsi aujourd'hui. Alors que le modernisme agricole s'accompagnait d'une rupture idéologique (toute relative) autour de la question du statut des femmes, de la contraception ou de la sexualité – faisant ainsi des agriculteurs un groupe qui accompagnait les évolutions de la société –, il ne semble pas qu'il en soit de même, aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de l'acceptation des pratiques homosexuelles.

Tandis que les personnes interrogées appartenant à d'autres catégories socioprofessionnelles considèrent que l'homosexualité est une pratique acceptable à 77 %, elles ne sont que 64 % chez les agriculteurs. Chez les 18-24 ans, les agriculteurs considérant que l'homosexualité est inacceptable sont près de 21 % contre 12 % chez les autres jeunes, soit dix points d'écart ; ce même écart est de vingt points chez les 35-49 ans, quinze points chez les 50-64 ans et 21 points chez les 65 ans et plus. Seule une formation plus élevée que l'ensemble du groupe contribue à réduire significativement l'écart avec les autres catégories : ce sont les agriculteurs étant passés par l'enseignement supérieur qui se



Une force politique isolée : les mondes agricoles

rapprocheraient le plus des autres catégories socioprofessionnelles dans leur tolérance à l'égard de l'homosexualité.

Le travail : une valeur clé des mondes agricoles

Le travail demeure également une valeur clef du vote agricole. Les études montrent que les agriculteurs considèrent, plus souvent que les autres, que les Français ne travaillent pas assez et rares sont ceux qui trouvent que la France est un pays où l'on travaille beaucoup. Dans ce domaine, il semblerait que les écarts avec le reste de la population n'aient pas beaucoup changé, voire que les écarts se soient creusés davantage comme en attestent les réponses apportées à la question : « Les chômeurs pourraient-ils trouver un travail s'ils le voulaient ? ». 77 % des agriculteurs répondent être d'accord avec cet énoncé, contre 59 % pour les autres catégories.

La liberté d'entreprendre reste le credo d'agriculteurs qui déclarent avoir choisi ce métier pour la liberté qu'il confère. Près de 86 % d'entre eux sont d'accord avec l'idée que l'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises, contre 66 % pour les autres catégories. Cette réponse fait écho à celles relatives à la surcharge de contraintes administratives que les agriculteurs évoquent régulièrement dans les enquêtes ou entretiens ; elle n'est pas sans lien avec les 53 % des agriculteurs exprimant leur préférence à l'égard de la liberté comme valeur fondamentale, même si ce dernier chiffre est à relativiser au regard des 60 % d'artisans ou de chefs d'entreprise ou des 68 % des professionnels libéraux ou cadres qui déclarent également être avant tout attachés à celle-ci.¹²

Enfin, les agriculteurs semblent également touchés par un fort sentiment d'insécurité. 42 % d'entre eux déclarent que l'on ne se sent en sécurité nulle part. Le regard qu'ils portent sur le travail et le sentiment d'insécurité les conduisent à penser qu'il y a trop d'immigrés en France – 63 % contre 54 % parmi les autres catégories socioprofessionnelles. Des chiffres qui sont à mettre en parallèle avec les réponses qu'ils apportent aux questions relatives au droit de vote des étrangers aux élections municipales. Alors que l'ensemble des Français se prononce à 66 % en faveur du droit de vote des étrangers, 53 % des agriculteurs s'y

12. « Baromètre politique français », CEVIPOF, 2007.

Une force politique isolée : les mondes agricoles

opposent. Ces réponses vont de pair chez eux avec l'idée que l'Etat ne doit pas aider financièrement la construction des mosquées. Près de 82 % des agriculteurs sont hostiles à cette éventualité, soit un écart de dix points avec les autres catégories. Cette hostilité peut être lue comme l'illustration d'un repli identitaire au sein d'une couche sociale déstabilisée par son entrée en minorité.

Eléments du particularisme agricole

% d'approbation des opinions suivantes	Agriculteurs	Ensemble des Français	Différentiel
• Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	77 %	59 %	+ 18
• L'homosexualité est une façon comme une autre de vivre sa sexualité	64 %	77 %	- 13
• Il y a trop d'immigrés en France	63 %	54 %	+ 9
• On ne sent en sécurité nulle part	42 %	41 %	+ 1
• Il faudrait rétablir la peine de mort	38 %	40 %	- 2

Source : Panel électoral français - CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur, 2007.

Eux et les autres

Pour 47,7 % des agriculteurs interrogés, la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, 32,6 % considèrent qu'elle n'en tire ni profit ni souffrance, contre 19,3 % qui la jugent bénéfique. Ces résultats sont à mettre en parallèle avec les réponses en demi-teinte à la question « Estimez-vous que la France doit s'ouvrir ou se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ? ». En effet, les agriculteurs sont plus partagés que les autres dans leur volonté ou non d'ouverture sur le monde. 35 % d'entre eux souhaitent que la France s'ouvre davantage et 36 % souhaitent inversement qu'elle se protège. En ce sens, ils incarnent plus les hésitations de l'ensemble des Français qu'ils ne se rapprochent des « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » ou des « professions libérales » qui sont respectivement près de 59 % à vouloir que la France s'ouvre davantage sur le monde. L'esprit d'entreprise des agriculteurs trouve ici l'une de ses limites. Les agriculteurs ne seraient-ils pas des chefs d'entreprise qui ont peur de l'ouverture sur le monde ? L'effort de globalisation et d'ouverture prôné jadis par les organisations professionnelles semble bien loin. Ces résultats incarnent assez bien les hésitations et paradoxes du



Une force politique isolée : les mondes agricoles

positionnement récent des agriculteurs face à la globalisation : faut-il combattre une mondialisation qualifiée par certains de destructrice des paysanneries du Sud ou, au contraire, entreprendre la conquête de nouveaux marchés agricoles ? Tel est le dilemme auquel les agriculteurs et les organisations professionnelles apportent difficilement une réponse.

Alors qu'ils ont plus que toute autre catégorie professionnelle bénéficié des avantages de la construction européenne, les agriculteurs déclarent à 38,5 % avoir souffert de cette construction. Seuls 20 % d'entre eux pensent en avoir tiré profit. Ces chiffres confirment les hésitations qui ont été les leurs autour du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005. Parmi les agriculteurs enquêtés, près de 22 % déclarent avoir prononcé un « non de droite », contre près de 30 % un « oui de droite ». Malgré les appels à voter « oui » de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), la droite agricole demeure toujours très partagée dans son positionnement autour des questions européennes. Cette situation n'est pas en soi nouvelle : la plupart des sondages montrent que même si les agriculteurs ne souhaitent pas voir disparaître la Politique agricole commune (PAC), ils jugent son bilan négatif et considèrent généralement n'avoir pas bénéficié des retombées de la mise en place de l'Union européenne.

Pluralisme syndical et tentation identitaire

La profession agricole n'offre plus l'image monochrome d'antan et les discours qui en émanent sont très loin d'être à l'unisson. Les résultats des élections de 2007 aux Chambres d'agriculture l'ont montré une nouvelle fois : le mythe de l'unité paysanne a définitivement volé en éclats. Et nous voyons bien que les tentatives qui consisteraient à nier cet éclatement ont été vaines du point de vue même des premiers intéressés que sont les agriculteurs.

Alors que le syndicalisme majoritaire, représenté par la FNSEA-JA, obtient des scores qui se stabilisent, il n'en demeure pas moins que la Confédération paysanne reste présente dans un paysage qui voit une Coordination rurale-Union nationale renforcer et étendre ses positionnements institutionnels dans nombre de départements. En effet, les résultats du collège des chefs d'exploitation et assimilés ont montré une progression notable de la Coordination rurale (18,7 % = + 6,5 points), une augmentation des scores pour l'union



Une force
politique isolée.
les mondes
agricoles

FNSEA-JA (56,8 % = + 2,6 points), une régression de la Confédération paysanne (19,6 % = - 7,2 points) et une légère baisse du MODEF (2,64 % = - 0,26 point).

Au-delà de la médiatisation de José Bové et au moment même où la Confédération paysanne avait connu en 2001 une progression notable (+ 6,75 %), émergeaient dans les campagnes de nouvelles formes d'organisations collectives qui n'ont pas tardé à trouver leur place au sein de l'espace professionnel. Cette réalité syndicale a certainement pour origine les évolutions d'une agriculture européenne mondialisée ayant créé des ruptures d'où rejaillissaient les différences de statuts, de revenus, de modes de production. Si ces disparités transcendent l'histoire agricole, elles constituent aujourd'hui un « terreau » propice à l'expression de divergences d'intérêts de plus en plus manifestes, notamment entre des régions marquées par la spécialisation des structures d'exploitation. Ainsi, en 2007, la Coordination rurale semble avoir fait ses meilleurs scores au sein des zones de productions spécialisées et dans les régions céréalières de l'Ile-de-France ou du Centre. Victimes de la spécialisation territoriale et professionnelle du secteur agricole, ou se sentant comme telles, les membres de la Coordination n'hésitent donc pas, comme nous l'avons écrit, à entreprendre la construction d'un discours fondé sur le mythe d'une paysannerie disparue et justifiant le combat pour le maintien de « notre civilisation ». En prenant des positions mêlant valeurs morales, sociales, symboliques sur fond de ruralisme et d'écologisme, la Coordination rurale participe du nouveau brouillage idéologique qui caractérise le syndicalisme agricole et témoigne de la quête identitaire d'un groupe social menacé.

ANCRAGE À DROITE ET CONTRASTES RÉGIONAUX

Tendance lourde et virage incertain

Parce qu'ils sont de moins en moins nombreux, les votes des agriculteurs sont de plus en plus difficiles à étudier nationalement sur la seule base de sondages. A cette sous-représentation s'ajoutent les difficultés pour les sondeurs d'isoler, malgré leur importance numérique, les retraités de l'agriculture tout comme les personnes travaillant en lien direct ou indirect avec le secteur agricole. Malgré une hétérogénéité liée à l'éclatement des positions sociales en agriculture, l'étude des votes agricoles permet tout de même de dégager une tendance lourde et un virage incertain. La tendance lourde tient à l'ancrage à



Une force
politique isolée :
les mondes
agricoles

droite de ces votes. Comme d'autres catégories de travailleurs dits indépendants, le recours à l'interventionnisme économique tout comme la place occupée par la question salariale et environnementale dans les programmes de gauche contribuent à la méfiance qu'ils entretiennent à l'égard de partis tels que le Parti socialiste ou Europe Ecologie-Les Verts. La gauche n'apparaît pas crédible économiquement et est soupçonnée de vouloir mettre en place des dispositifs de protection sociale et environnementale trop contraignants à leurs yeux.

Bien que situés à droite, les agriculteurs n'en sont pas moins restés longtemps distants à l'égard de l'extrême-droite. Comme l'a souligné Nonna Mayer, cette « réticence » envers le vote d'extrême-droite pouvait s'expliquer par les liens très forts entre l'appareil d'encadrement professionnel agricole et la droite de tradition gaulliste ainsi qu'en raison d'une pratique religieuse maintenue.¹³

Cette réalité sera contrariée en 2002, année où Jean-Marie Le Pen atteindra 22 % des suffrages chez les agriculteurs contre 10 % en 1988. Il s'agit là d'un virage qui ne marque pas un ralliement massif au vote lepéniste mais témoigne d'une pénétration durable des thèmes portés par l'extrême-droite au sein des mondes agricoles. On constatait en effet, à la veille de l'élection présidentielle de 2007, que la probabilité « d'être tout à fait d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen » était nettement supérieure chez les agriculteurs de 18 à 65 ans que dans le reste de la population, mais nettement inférieure chez les agriculteurs ou anciens agriculteurs de plus de 65 ans.

Retour sur l'élection de 2007 : continuité et incertitudes

A la veille de l'élection présidentielle de 2007, on relevait chez les agriculteurs une orientation à droite bénéficiant à tous les candidats de la droite et du centre. François Bayrou concurrençait Nicolas Sarkozy alors que Philippe de Villiers contenait la poussée frontiste.¹⁴ Ces intentions seront confirmées par les résultats.

13. Bertrand Hervieu (coord.), *Les agriculteurs aux urnes*, L'Harmattan, 1992.

14. Jérôme Fourquet, « Analyse sur le vote agricole », séminaire CEVIPOF, 16 octobre 2007.



Une force politique isolée : les mondes agricoles

On estime que 35 % de la population agricole¹⁵ a voté en faveur de Nicolas Sarkozy, soit une proportion supérieure de dix points au reste de la population. Seuls 8 % de cette même population agricole a voté pour Ségolène Royal, soit treize points de moins que le reste de la population. Au second tour, 63 % de la population agricole auraient voté pour Nicolas Sarkozy et 22 % pour Ségolène Royal¹⁶.

Soulignons la proximité « sans homologie pure et parfaite », selon l'expression de Jérôme Fourquet, entre le vote syndical et le vote politique. En effet, la connaissance des intentions de vote au second tour de l'élection présidentielle et les résultats du vote lors des élections aux Chambres d'agriculture, la même année, permettent de constater que l'électorat proche de la FNSEA a massivement voté Nicolas Sarkozy. La traduction régionale de ces votes présente des contrastes importants. Les départements où la population agricole vote très à droite ou à droite sont tous concentrés dans le quart nord-est de la France (à l'exception des Bouches-du-Rhône), tandis que les départements dans lesquels la population agricole semble voter majoritairement en faveur de la gauche sont tous au sud d'une ligne La Rochelle-Gap, à l'exception des Côtes-d'Armor et du Finistère. Entre ces deux blocs, se trouve une zone médiane assez incertaine.¹⁷

Comme cela a été analysé à plusieurs reprises¹⁸, l'influence de la structure sociale locale est aussi déterminante. En effet, dans les départements au sein desquels la population agricole est peu nombreuse et où la population dans son ensemble est vieillissante, les candidats de gauche recueillent davantage qu'ailleurs les suffrages de la population agricole. A l'inverse, dans les départements où la population agricole est plus nombreuse, les retraités et les indépendants peu nombreux et le nombre des ouvriers important, les suffrages agricoles se portent sur Nicolas Sarkozy. Ce constat illustre la thèse selon laquelle l'identité sociale et politique se construit en fonction de l'environnement social local : « ainsi, quand il se sentent minoritaires, face à des indépendants perçus comme des nantis, les paysans s'identifient à gauche. A l'inverse, quand ils sont majoritaires et côtoient majoritairement des ouvriers, les agriculteurs se perçoivent comme des indépendants,

15. Par population agricole, les auteurs entendent, outre les agriculteurs exploitants et co-exploitants, les aides familiaux, les ouvriers agricoles et les anciens agriculteurs exploitants en retraite.

16. Joël Gombin, Pierre Mayance, « Tous conservateurs », in Bertrand Hervieu *et alii* (dir.), *Les Mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, 2010.

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*



Une force politique isolée : les mondes agricoles

comme n'ayant rien à gagner aux changements, et tendent à soutenir la droite de gouvernement et, dans une moindre mesure, et en 2007 en tous cas, le Front national ».¹⁹ Le vote Bayrou quant à lui, évalué à 16 %, échappe à cette explication et il se comprend davantage en observant la carte de la pratique religieuse catholique.

De l'héritage chiraquien au sarkozysme agricole

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy chez les agriculteurs est passée entre août 2007 et février 2010 de 87 % à 47 % tout en gardant un différentiel de dix points supérieur à la moyenne nationale. On constate donc une réelle difficulté pour Nicolas Sarkozy à maintenir durablement une cote de popularité parmi les agriculteurs au niveau de celle atteinte par Jacques Chirac. En effet, en 2002-2003, Jacques Chirac bénéficiait d'une popularité supérieure de 23 points chez les agriculteurs à celle de l'ensemble de la population.

Pour autant, il ne faudrait pas en conclure à un effritement de l'ancrage à droite du monde agricole durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. L'examen de l'évolution de la proximité partisane entre 1999 et 2009 illustre en effet une croissance de l'assise de l'UMP chez les agriculteurs avec un étiage proche de 45 %. L'UMP est clairement le parti majoritaire chez les agriculteurs, loin devant le Parti socialiste dont le score n'atteint pas 20 %.

Ces données sont confirmées par un sondage IFOP pour Fiducial en date du 24 février 2012. En termes d'intentions de vote, Nicolas Sarkozy y est donné largement en tête chez les agriculteurs avec 40 % des intentions de vote, devant Marine Le Pen à 17 %, François Bayrou à 16 % et François Hollande à 14 %.

Cette fidélité signifie que le legs chiraquien, toujours vivace dans les campagnes, profite davantage au parti du président qu'au président lui-même. Tout se passe comme si les mondes agricoles s'homogénéisaient sur le plan idéologique en même temps qu'ils s'amenuisent sur le plan démographique. Ce processus peut sembler paradoxal au regard de l'élargissement en son sein de l'éventail des revenus et des statuts. Il doit être compris

19. *Ibid.*



Une force
politique isolée :
les mondes
agricoles

comme le résultat de la situation unique que connaît ce groupe social dans la société française : une minorité venue d'une majorité et se sentant, à ce titre, isolée au sein du corps social y compris dans les campagnes et se sentant menacée de déclassement quels que soient les niveaux de revenu. Cette homogénéisation aux allures de renforcement identitaire consolide nettement l'ancrage à droite et s'accompagne notamment chez les jeunes d'une pénétration de thématiques portées par l'extrême-droite.